

kommission besonders dafür interessiert hat, dass mit diesem Nachtragskreditbegehren die lineare Kürzung im Hinblick auf Erzielung eines Spareffektes in der Bundesrechnung nicht unterlaufen wird. Ich kann Ihnen mitteilen, dass der Gesamtbetrag der linearen Kürzung immer noch mehr als 360 Millionen Franken betragen wird.

Im Namen der einstimmigen Finanzkommission beantrage ich Ihnen Zustimmung zu den angebehrten Nachtragskrediten.

*Eintreten ist obligatorisch*

*L'entrée en matière est acquise de plein droit*

*Gesamtberatung – Traitement global du projet*

**Titel und Ingress, Art. 1–3**

**Titre et préambule, art. 1–3**

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Beschlussentwurfes	34 Stimmen
Dagegen	1 Stimme

*An den Nationalrat – Au Conseil national*

81.415

**Interpellation Donzé**

**Verwaltungsgebäude. Koordinationskommission**

**Bâtiments de l'administration fédérale.**

**Commission de coordination**

*Wortlaut der Interpellation vom 16. Juni 1981*

Das EDI und das EFD veröffentlichten 1978 eine Verordnung über die Koordination im Bereich der Verwaltungsgebäude des Bundes. Die Verordnung sieht namentlich die Schaffung einer Koordinationskommission vor. Ich möchte nun wissen:

1. Ist der Bundesrat in der Lage, den Rat über die Tätigkeit und die Ergebnisse der Koordinationskommission zu informieren?
2. Hat der Bundesrat die Frage der Umsiedlung und Zusammenlegung von Verwaltungsdiensten untersucht? Wenn ja, kann er die Schlussfolgerungen dieser Untersuchung bekanntgeben?
3. Ist der Bundesrat bereit, die Umsiedlung und Zusammenlegung von Verwaltungsdiensten auch im Sinn der Dezentralisation in Betracht zu ziehen und dabei die sprachlichen Aspekte wie die Verhältnisse auf dem Liegenschaftsmarkt (Bodenpreise) und im Mietwesen (Mietpreise) zu berücksichtigen?
4. Ist der Bundesrat nicht der Meinung, er sollte den Raumbedarf der Bundesverwaltung in ein nächstes Impulsprogramm einbeziehen?

*Texte de l'interpellation du 16 juin 1981*

En 1978, le DFI et le DFF publiaient une ordonnance sur la coordination dans le domaine des locaux de l'administration fédérale. L'ordonnance prévoit notamment la création d'une commission de coordination. A cet effet, je prie le Conseil fédéral de répondre aux questions suivantes:

1. Le Conseil fédéral est-il en mesure d'informer le Conseil sur l'activité et les résultats de la commission de coordination?
2. Le Conseil fédéral a-t-il déjà étudié le problème du regroupement des services de l'administration? Si oui; peut-il indiquer les conclusions de l'étude?
3. Le Conseil fédéral est-il prêt à envisager le regroupement des services de l'administration fédérale sous l'angle

de la décentralisation de l'administration en considérant les aspects linguistique, foncier (prix des terrains) et du logement (coût des locations)?

4. Le Conseil fédéral n'estime-t-il pas opportun d'inclure les besoins de l'administration fédérale en bâtiment dans le prochain programme d'impulsion du Conseil fédéral?

*Mitunterzeichner – Cosignataires:* Belser, Bühler, Gassmann, Miville, Piller, Weber (6)

**M. Donzé:** C'est à la suite de l'inspection, par la sous-commission du Département de l'intérieur de la Commission de gestion, que j'ai conçu l'idée de cette interpellation concernant les bâtiments de l'administration fédérale. En effet, nous avons inspecté l'Office fédéral des assurances sociales et constaté certaines carences d'organisation. En même temps, j'ai pu me rendre compte à quel point la dissémination des bureaux dans six maisons locatives aux nos 31, 33, 35, 39, 43 et 55 de l'Effingerstrasse devait ajouter aux difficultés de coordination et d'efficacité. Je dirai encore en passant qu'aujourd'hui, en tout cas, on se rend compte que les appartements en plein centre de ville que comportaient ces immeubles seraient les bienvenus pour des familles ou des personnes âgées, mais évidemment les circonstances du développement n'ont pas permis d'y penser à ce moment-là et c'est pourquoi il est vraiment nécessaire que la commission travaille dans un esprit de prévoyance.

Je me suis bien entendu renseigné sur la manière de travailler de la Commission des bâtiments administratifs fédéraux. Je me suis rendu compte des grandes difficultés auxquelles se heurtent aujourd'hui les travaux de regroupement. A leur actif, une réussite pourtant: le Département militaire.

J'ai appris que l'un des services logés de la manière la plus «malpratique» et très disséminés dans tous les coins de Berne était l'Office de la statistique et qu'à ce propos un projet de regroupement dans une construction neuve était déjà étudié. Une réponse à une question écrite de notre président, M. Dreyer, à ce sujet est parvenue à la commission de gestion, elle est très encourageante. Elle ne semble toutefois pas conclure à un autre aspect que je voudrais développer ici, c'est-à-dire une possibilité de décentralisation.

D'autres problèmes se posent certainement, de regroupements, de possibles décentralisations; comme M. Gassmann l'a dit, les locaux abritant la Régie des alcools sont très vétustes, celle-ci souhaiterait se loger dans de meilleures conditions. Là aussi, pourquoi pas – car il faut l'envisager assez tôt – une décentralisation pourrait s'effectuer. Ceci dit, je sais bien tous les obstacles qu'il y a à la décentralisation de l'administration. Et pourtant dans de très nombreux pays européens de notre dimension, on est en train de mettre ce problème véritablement à l'ordre du jour et au centre de nombreux débats.

En Suisse, les expériences faites avec les tribunaux, à Lausanne et Lucerne, avec l'assurance-vieillesse à Genève, d'autres encore, ont été réussies. C'est pourquoi le moment me semble être venu de préparer avec soin une nouvelle décentralisation et je voudrais donner pour cela quelques raisons: l'aspect linguistique qui permettrait l'engagement à terme, bien sûr, d'une équitable proportion de fonctionnaires latins à tous les échelons de l'administration; l'aspect foncier en décentralisation dans une plus petite ville un service relativement important, en équilibrant aussi en même temps la pression sur le coût des logements, et même l'aspect de la défense nationale car une certaine dissémination serait utile en cas de conflit.

Enfin, reste l'argument économique. Certaines régions de notre pays sont frappées par la crise plus que d'autres, c'est particulièrement le cas du Jura et du haut-pays neuchâtelois. La population de ces régions diminue très rapidement et les difficultés économiques y sont réelles. Pourtant ces régions ont de bonnes écoles commerciales, administratives et techniques. La Chaux-de-Fonds, ma ville natale, a un équipement scolaire et culturel reconnu comme exem-

plaire. Ces circonstances – il pourrait y en avoir d'autres, on pourrait chercher d'autres lieux – pourraient aider à trouver – encore une fois, je le reconnais, à terme, mais à un terme proche tout de même, car les mutations sont rapides – des fonctionnaires bien préparés et redonner l'espoir à ces régions si souvent frappées par un destin économique très cruel et, ceci si l'on remonte dans le temps, déjà immédiatement après la première guerre mondiale la crise n'ayant cessé de frapper ces régions. Quelle occasion d'appliquer notre devise: «Un pour tous, tous pour un!»

Dans ce domaine techniquement délicat de la décentralisation, pour lequel il faut une préparation vraiment au «papier fin», seul compte malgré tout le premier pas car ce qui est difficile c'est de rompre avec les habitudes, les droits acquis, l'insertion sociale et d'autres raisons encore. Dans ce domaine de la planification, le problème des coûts de location doit aussi influencer les choix car depuis de nombreuses années ces coûts de location de bureaux ont augmenté très fortement, plus que le loyer de l'argent, et ils pèsent sur les budgets des administrations. C'est pourquoi la construction coûte finalement moins cher.

A Genève, nous en avons fait l'expérience, l'Etat a allégé ses dépenses en construisant plusieurs centres administratifs et en abandonnant les locations.

Il me semble donc que le moment est venu de prendre vraiment conscience de l'ensemble du problème de coordination et d'éventuelles décentralisations de l'administration. Les moyens modernes de communication et de transmission des informations sont tels que la concentration administrative n'est plus et sera de moins en moins indispensable. Il faut donc élaborer dès maintenant une planification des constructions plus systématique, afin que celle-ci puisse démarrer le plus rapidement possible et, pourquoi pas, être liée au prochain programme d'impulsion du Conseil fédéral.

**Bundesrat Ritschard:** Seit 1978 besteht eine Koordinationskommission für das Unterkunftswesen der Allgemeinen Bundesverwaltung, die sich auf eine Verfügung des Departements des Innern und des Finanzdepartements stützt. Diese Koordinationskommission hat die Aufgabe, die Planung von Finanzverwaltung, Amt für Bundesbauten und Bundesamt für Organisation zu realisieren sowie die Nutzung der Unterkünfte für die Allgemeine Bundesverwaltung zu koordinieren. Diese Kommission überprüft laufend die Gesamtplanung für die Unterbringung der Allgemeinen Bundesverwaltung. Sie arbeitet Rahmenvorschriften für die Konzeption und die Nutzung der Unterkünfte aus. Sie beurteilt die Raumbegehren der verschiedenen Ämter und arbeitet zusammen mit der Kommission für den Grundstückerwerb und Kommissionen für die Unterkunft in Kantonen und Regionen. Es besteht also eine interkantonale Zusammenarbeit. Es sind schon verschiedene Probleme bearbeitet und auch abgeschlossen worden. Es gibt einen Bericht über die Unterkunftssituation der Allgemeinen Bundesverwaltung in der Agglomeration Bern, und zwar aus dem Jahre 1977. Die Parkplätze um das Bundeshaus und die Bundesbauten wurden zugeteilt. Ferner wurden die Lagerprobleme studiert, vor allem die Frage der Aufrechterhaltung des Betriebes der grossen Rechenzentren des Bundes bei Notfällen.

Von den zahlreichen Geschäften, die im Rahmen dieser Kommission bearbeitet wurden, können genannt werden: Umsiedlung des Bundesamtes für Umweltschutz, Raumbegehren des Parlaments (die aktuell sind), Belegung der Liegenschaft an der Bundesgasse 32 und Unterbringung von Teilen des Statistischen Amtes an der Schwarztorstrasse, weil die Baracken an der Helvetiastrasse gekündigt worden sind.

Die Kommission nimmt zu allen einzelnen und generellen Planungsfragen auch anderer öffentlicher Gemeinwesen und zu Mietgeschäften Stellung; sie prüft allfällige Kaufangebote. Die Kommission hat auch schon Anleitungen ausgearbeitet darüber, wie man das Bedürfnis abklärt, wie man Wirtschaftlichkeitsberechnungen anstellt, aber auch Anlei-

tungen für die Belegungsplanung sowie für betrieblich-organisatorische Planung.

Die Zusammenlegung aufgesplitterter Verwaltungsdienste ist nach dem Gesamtplan von 1977 ebenso ein langfristiges Ziel wie die Reduktion der heute noch vorhandenen und vor allem teuren Mietobjekte, in denen Bundesbüros eingemietet sind und eben hohe Ausgaben verursachen.

Mit Schreiben vom 1. August (das ist das Problem, das Herrn Donzé interessiert) habe ich das Bundesamt für Organisation beauftragt, neuerdings die Möglichkeiten von Dezentralisierungen zu untersuchen und Lösungsansätze aufzuzeigen. Es wurde dafür eine Arbeitsgruppe eingesetzt, in der die Regiebetriebe des Bundes (PTT und SBB) unter dem Vorsitz des Bundesamtes für Organisation seit dem 1. November 1981 mit dieser Aufgabe betraut sind. Sie müssen uns bis Anfang des kommenden Jahres einen entsprechenden Bericht vorlegen. Schon jetzt müssen wir aber darauf hinweisen, dass – Herr Ständerat Donzé wird das sicher verstehen – nicht alle von ihm genannten Kriterien berücksichtigt werden können. Nicht nur sprachliche Aspekte sowie Boden- und Mietpreise können für eine Dezentralisierung ausschlaggebend sein; es müssen auch wirtschaftliche Überlegungen, regionale Gesichtspunkte und Sicherheitsprobleme einbezogen werden. Schliesslich gilt es zu prüfen, wie der Arbeitsmarkt in einer Region, in die man allenfalls dezentralisieren könnte, ausgelastet ist. Natürlich stehen alle diese Massnahmen im Dienste der Krisenbekämpfung und Arbeitsbeschaffung. Dazu gehört auch eine längerfristig wirkende Wachstumspolitik. Beide Massnahmen sollen auch substituierbar sein. Man kann sie nicht einfach vermischen. Das Impulsprogramm 1979–1982 und das dem Parlament kürzlich vorgelegte Massnahmenpaket zur Förderung der Entwicklung und Ausbildung enthält ausschliesslich wachstumspolitische Massnahmen. Die Frage des Einbezuges des Raumbedarfs der Bundesverwaltung müsste dann eher im Zusammenhang mit einem eigentlichen Arbeitsbeschaffungsprogramm abgeklärt werden. Schon seit einigen Jahren bemüht sich der Bundesrat im Einvernehmen mit der schweizerischen Bauwirtschaft, bei der öffentlichen Baunachfrage eine möglichst gleichmässige Verteilung zu erreichen; die jährlichen Veränderungen der öffentlichen Baunachfrage sollten sich auf plus/minus 5 Prozent beschränken. Das lässt Verschiebungen in der öffentlichen Baunachfrage zu, ohne dass allzu heftige Schwankungen des Auftragsvolumens auftreten. Warten Sie den Bericht der Kommission über die Dezentralisation ab, der bis Ende dieses Jahres vorgelegt wird, und den Sie im Zusammenhang mit dem Geschäftsbericht auch diskutieren werden.

**M. Donzé:** La réponse du Conseil fédéral à mon interpellation me semble encourageante. Le travail de la commission, comme il a été relevé, me paraît vraiment être sur une bonne voie. Par conséquent, en attendant d'en connaître les fruits – il faut laisser à la commission le temps d'accomplir son travail – je puis me déclarer satisfait de cette réponse.

82.349

### Postulat Kündig

#### Auswirkungen der kalten Progression. Milderung Effets de la progression à froid. Allégement

*Wortlaut des Postulates vom 10. März 1982*

Der Bundesrat wird ersucht zu prüfen, wie durch Ausführungsbestimmungen zu Artikel 41ter der Bundesverfassung die Auswirkungen der kalten Progression für natürliche Personen bei der direkten Bundessteuer gemildert werden

## **Interpellation Donzé Verwaltungsgebäude. Koordinationskommission**

## **Interpellation Donzé Bâtiments de l'administration fédérale. Commission de coordination**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1982
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	02
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	81.415
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	08.06.1982 - 08:00
Date	
Data	
Seite	193-194
Page	
Pagina	
Ref. No	20 010 665

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.